



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 21096

Numéro SIREN : 814 092 664

Nom ou dénomination : A.M.A

Ce dépôt a été enregistré le 14/10/2015 sous le numéro de dépôt 95154



1509523602

DATE DEPOT : 2015-10-14

NUMERO DE DEPOT : 2015R095154

N° GESTION : 2015B21096

N° SIREN : 814092664

DENOMINATION : A.M.A

ADRESSE : 9 rue du Cygne 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2015/09/10

TYPE D'ACTE : RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

NATURE D'ACTE : APPORT EN NATURE

Cabinet L M Audit

MARC LEVY

*Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes*

Q. 1. 1.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
APPORTS DES PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE
O.P. SNEAKER WEAR
PAR MESSIEURS HASSINE AZIB, FARID M'BARKI
ET
MOUNIR ABOU-GHANDOUR
A LA SOCIETE
A.M.A EN COURS DE FORMATION

- Annexé aux statuts constitutifs de la société A.M.A -

*Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris Ile-de-France
Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Paris*

242 TER, RUE DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE - 75012 PARIS
TÉL. : 01 43 48 99 60 - FAX : 01 43 48 22 70 - E-MAIL : LM.AUDIT@WANADOO.FR

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 8000 € - N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 79 434 015 335

SIRET 434 015 335 00012 - 434 015 335 RCS PARIS - CODE APE 6920Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
APPORTS DE PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE O.P. SNEAKER WEAR
PAR MESSIEURS HASSINE AZIB, FARID M'BARKI
ET MOUNIR ABOU-GHANDOUR,
A LA SOCIETE A.M.A EN COURS DE FORMATION

- Annexé aux statuts constitutifs de la société A.M.A -

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision unanime des Associés en date du 15 juillet 2015 concernant les apports des parts sociales de la société O.P. SNEAKER WEAR devant être effectués à la société A.M.A par Messieurs Hassine AZIB, Farid M'BARKI et Mounir ABOU-GHANDOUR, nous vous présentons notre rapport sur la valeur des apports proposés ainsi que sur l'octroi d'avantages particuliers, prévu par l'article L.225-8 du Code de commerce,

Il nous appartient d'exprimer un avis sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission ; cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

A aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nous vous prions de prendre connaissance de nos constatations et conclusion présentées ci-après selon le plan suivant :

1. Présentation générale de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 Société concernée

1.1.1 O.P. SNEAKER WEAR, Société dont les titres sont apportés

La société O.P. SNEAKER WEAR est une Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 622,45 €uros, divisé en 500 parts sociales de même catégorie.

Son siège social est situé au 9, rue du Cygne - 75001 PARIS.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 439 476 219.

La société O.P. SNEAKER WEAR a pour objet social l'achat, la vente, la commercialisation de tous articles de sport, de loisirs et d'habillement. Commerce électronique, promotion et exposition d'artistes. Import et Export.

Ses capitaux propres sont de 130 629 €uros au 31 décembre 2014.

1.1.2 A.M.A, Société bénéficiaire des apports

La société A.M.A est une Société à Responsabilité Limitée au capital de 300 000 €uros, divisé en 500 parts sociale de 600 €uros chacune de même catégorie.

Son siège social est situé au 9, rue du Cygne - 75001 PARIS.

Elle est en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris.

La Société a pour objet social en France et à l'étranger, directement ou indirectement, l'activité de holding animatrice de groupe, c'est-à-dire :

- La prise de participation au capital de toute société commerciale et la gestion du portefeuille de ces participations,
- la participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle juridique des filiales,
- et le cas échéant, à titre purement interne, la réalisation de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers, commerciaux et immobiliers.

Et plus généralement, elle peut réaliser, directement ou indirectement, toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuent à sa réalisation et à son développement.

1.1.3 Monsieur Hassine AZIB, l'apporteur

Monsieur Hassine AZIB

Né le 28 octobre 1973 à Paris (14^{ème} arrondissement - France), demeurant 9, rue du Cygne – 75001 PARIS, de nationalité Française, célibataire.

1.1.4 Monsieur Farid M'BARKI, l'apporteur

Monsieur Farid M'BARKI

Né le 28 mai 1975 au Maroc, demeurant 2, rue de Sully - 75004 PARIS, de nationalité Française, célibataire.

1.1.5 Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR, l'apporteur

Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR

Né le 13 mai 1976 au Maroc, demeurant 29, rue Léopold Bellan – 75002 PARIS, de nationalité Française, célibataire.

1.1.6 Liens entre les associés et la société partie prenante à l'opération

Monsieur Hassine AZIB détient 33,40% du capital de la société O.P. SNEAKER WEAR en pleine propriété (titres de la société apportée).

Il est Gérant associé de cette entité.

Monsieur Farid M'BARKI détient 33,40% du capital de la société O.P. SNEAKER WEAR en pleine propriété (titres de la société apportée).

Il est associé de cette entité.

Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR détient 33,20% du capital de la société O.P. SNEAKER WEAR en pleine propriété (titres de la société apportée).

Il est associé de cette entité.

1.2 Contexte de l'opération

L'opération s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de restructuration du capital de l'actionnariat de la société O.P. SNEAKER WEAR.

1.3 Description, évaluation et rémunération des apports

1.3.1 Description des apports

Monsieur Hassine AZIB apporte à la société A.M.A :

- 167 parts sociales, soit 33,40% du capital social de la Société O.P. SNEAKER WEAR.

Monsieur Farid M'BARKI apporte à la société A.M.A :

- 167 parts sociales, soit 33,40% du capital social de la Société O.P. SNEAKER WEAR.

Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR apporte à la société A.M.A :

- 166 parts sociales, soit 33,20% du capital social de la Société O.P. SNEAKER WEAR.

1.3.2 Evaluation des apports

L'évaluation des apports est faite sur la base du bilan arrêté au 31 décembre 2014.

Eléments d'actifs apportés

L'actif afférent à la rémunération de l'apport des titres de la société O.P SNEAKER WEAR par Messieurs Hassine AZIB, Farid M'BARKI et Mounir ABOU-GHANDOUR comprend les biens, droits et valeurs ci-après désignés tels qu'ils figurent dans le bilan arrêté au 31 décembre 2014, à savoir :

Actif immobilisé	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations incorporelles et Immobilisations corporelles (évaluées à 100% du chiffre d'affaires de 2013).	14 000 €	1 174 €	12 826 €
Autres participations	3 013 €	-	3 013 €
Autres immobilisations financières	2 138 €	-	2 136 €
Total actif immobilisé	19 149 €	1 174 €	17 975 €

Actif circulant	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Stocks	409 984 €	55 685 €	354 299 €
Autres créances	60 550 €	-	60 550 €
Disponibilités	94 537 €	-	94 537 €
Total actif circulant	565 071 €	55 685 €	509 386 €
Charges constatées d'avance	6 230 €	-	6 230 €
Montant total des actifs transférés	671 301 €	65 685 €	615 616 €

Récapitulation des éléments d'actif

- Actif immobilisé	:	17 975 Euros,
- Actif circulant	:	509 386 Euros,
- Charges constatées d'avance	:	6 230 Euros.

Soit un actif estimé à 533 591 Euros.

Passif pris en charge

Passif pris en charge	Montant du
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 020 €
Emprunts et dettes financières divers	1 363 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	163 202 €
Dettes fiscales et sociales	234 376 €
Total du passif	402 961 €

Soit un passif retenu à hauteur de 402 961 Euros.

Valeur nette de l'apport

L'actif apporté étant évalué à un montant de 533 591 €uros et le passif pris en charge s'élevant à 402 961 €uros, l'actif net évalué de la société O.P. SNEAKER WEAR ressort à 130 630 €uros duquel il a été également retenu la capitalisation de quatre années de résultat net sur une base de 50 000 €uros, comme 2^{ème} composante du prix, soit un montant de 200 000 €uros.

En conséquence, la valeur des parts sociales de la société O.P. SNEAKER WEAR ressort à 330 630 €uros arrondie à 300 000 €uros.

Les apports de Messieurs Hassine AZIB, Farid M'BARKI et Mounir ABOU-GHANDOUR portant respectivement sur la totalité du capital social, ont été évalués respectivement pour M. Hassine AZIB et M. Farid M'BARKI à 100 200 €uros chacun et pour M. Mounir ABOU-GHANDOUR à 99 600 €uros.

1.3.3 Rémunération des apports

En rémunération de l'apport des titres de la société O.P. SNEAKER WEAR, il sera attribué à :

- Monsieur Hassine AZIB, 167 parts sociales de la société A.M.A en cours de constitution,
- Monsieur Farid M'BARKI, 167 parts sociales de la société A.M.A en cours de constitution,
- et à Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR, 166 parts sociales de la société A.M.A en cours de constitution.

1.4 Charges et conditions des apports

La société A.M.A en cours d'immatriculation aura la propriété ainsi que la jouissance des parts sociales apportées de la société O.P. SNEAKER WEAR à compter de la signature des statuts.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 Diligences effectuées

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission, afin :

- de contrôler la réalité des apports et d'apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- d'apprécier la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur des apports ;
- de nous assurer que la valeur des apports des parts sociales de la société O.P. SNEAKER WEAR n'est pas surévaluée,
- de vérifier l'octroi éventuel d'avantages particuliers.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société A.M.A sur la non surévaluation de la valeur des apports. Elle ne saurait être assimilée à une mission de «due diligence» effectuée par un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc être utilisé dans ce contexte.

Nous avons, en particulier, effectué les travaux suivants :

- nous nous sommes entretenus avec les responsables en charge de l'opération, tant pour comprendre l'opération proposée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les modalités comptables et juridiques envisagées,
- nous nous sommes assurés de la propriété des parts sociales de la société O.P. SNEAKER WEAR devant être apportées et de leur libre disponibilité, en nous faisant confirmer l'absence de tout gage ou nantissement se rapportant à ces titres,
- nous avons pris connaissance des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014 de la Société O.P. SNEAKER WEAR,
- nous nous sommes assurés que les méthodes d'évaluation retenues et telles que décrites au § 1.3.2 sont d'une part cohérentes avec les pratiques de la profession et, d'autre part, que les valeurs obtenues ne conduisent pas à une surévaluation par comparaison avec le prix qui pourrait être retenu sur le marché,
- nous avons vérifié l'octroi éventuel d'avantages particuliers.

2.2 Appréciation de la valeur des apports

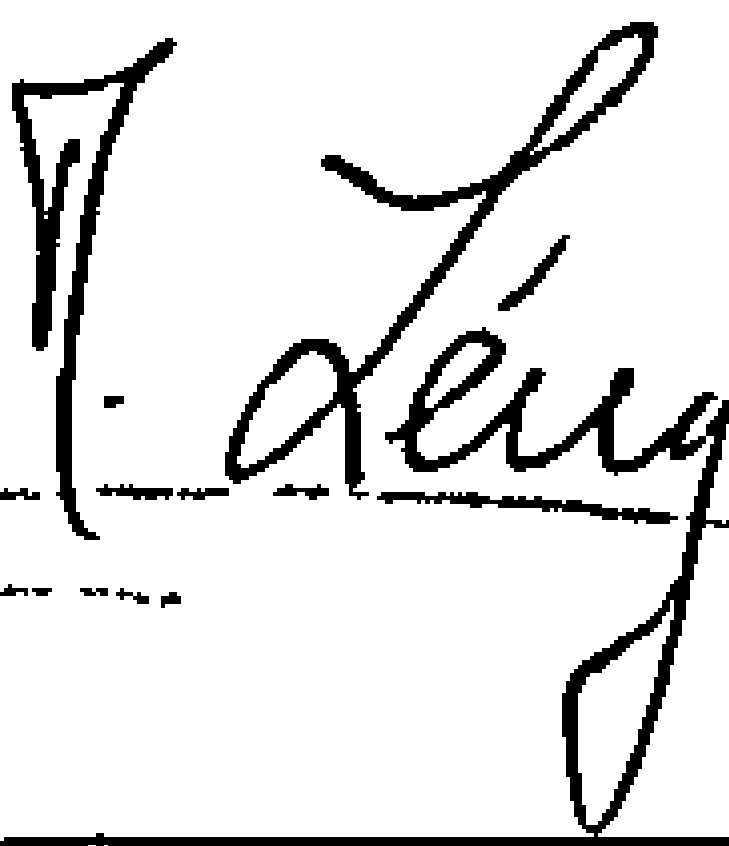
Les éléments constitutifs de l'actif net corrigé apporté ont fait l'objet d'une revue de notre part à partir du bilan arrêté au 31 décembre 2014 de la société O.P. SNEAKER WEAR.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports des parts sociales appartenant à Messieurs Hassine AZIB, Farid M'BARKI et Mounir ABOU-CHANDOUR de la société O.P. SNEAKER WEAR et s'élevant à 300 000 €uros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital social de la société A.M.A en cours de constitution.

En outre, nous n'avons pas constaté l'octroi d'avantages particuliers.

Fait à Paris, le 10 septembre 2015.


A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Levy', is written over a horizontal line. Below the signature is a large, hand-drawn oval.

LM AUDIT

Société à Responsabilité Limitée

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie de Paris

Représentée par son Gérant, Monsieur Marc LEVY



1509523601

DATE DEPOT : 2015-10-14

NUMERO DE DEPOT : 2015R095154

N° GESTION : 2015B21096

N° SIREN : 814092664

DENOMINATION : A.M.A

ADRESSE : 9 rue du Cygne 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2015/09/21

TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS

NATURE D'ACTE :

SARL A.M.A

au capital de 300.000 euros,

dont le siège social est sis 9 rue du Cygne 75001 Paris

en cours de constitution

159 210915

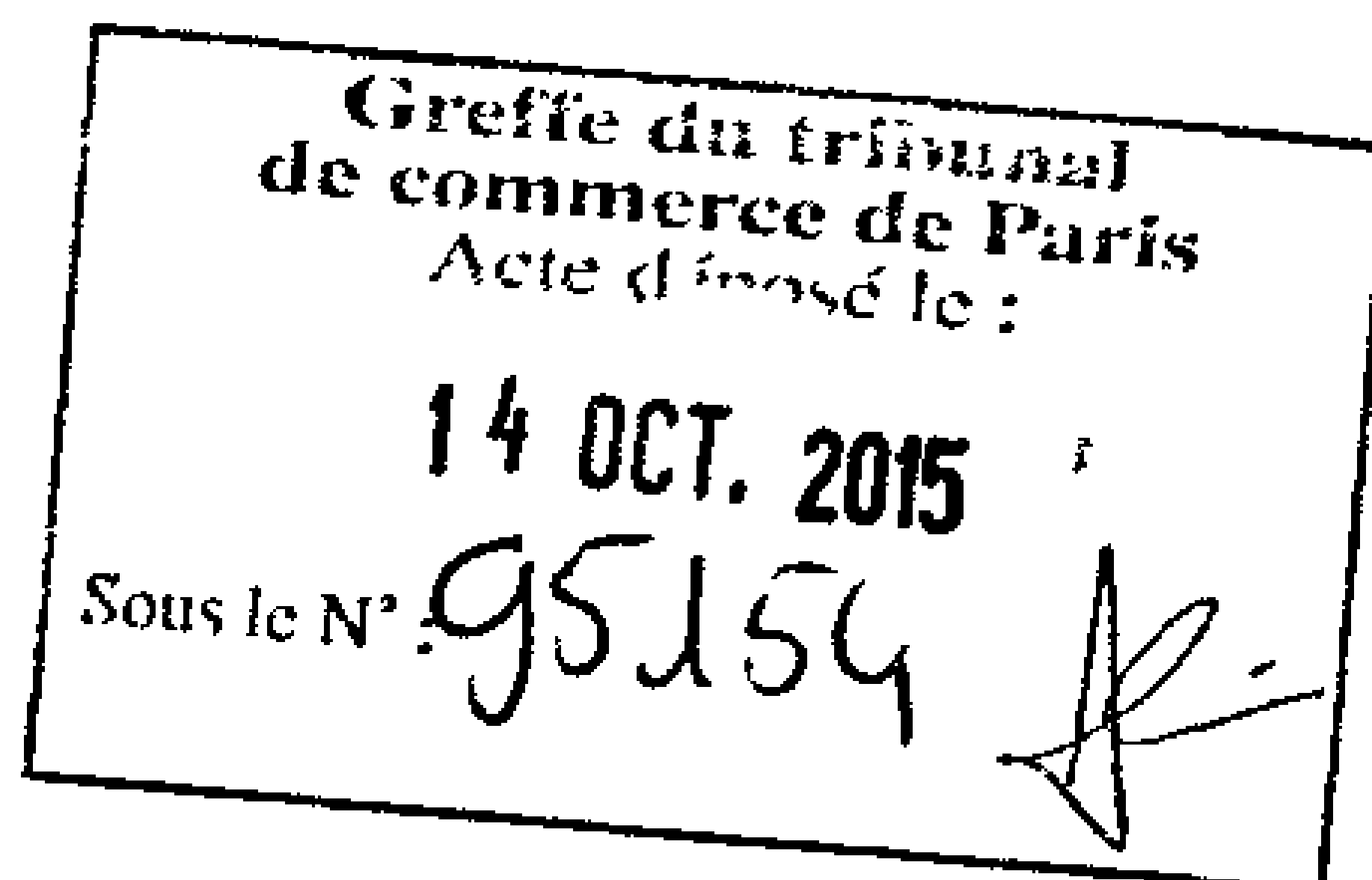
CONFIRMÉ
CERTIFIÉ

ARL 210915

RN = 10109125, AO

STATUTS

Constitutifs



AN F.M. AH

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR, demeurant 29 rue leopold bellan à Paris (75002),
De nationalité française,
Célibataire.

Monsieur Hassine AZIB, demeurant 9 rue cygne à Paris (75001),
De nationalité française,
Célibataire.

GOBLO
GEBU

Monsieur Farid M'BARKI, demeurant 2 rue de sully à Paris 75004,
De nationalité française,
Célibataire.

**Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à responsabilité limitée devant exister
entre eux.**

Am Am FM.

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL -

DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER - Forme

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet social en France et à l'étranger, directement ou indirectement, l'activité de holding animatrice de groupe, c'est à dire :

- la prise de participations au capital de toute société commerciale et la gestion du portefeuille de ces participations,
- la participation active à la conduite de la politique du groupe et au contrôle juridique des filiales,
- et le cas échéant, à titre purement interne, la réalisation de services spécifiques, administratifs, juridiques, comptables, financiers, commerciaux et immobiliers.

Et plus généralement, elle peut réaliser, directement ou indirectement, toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation et à son développement.

ARTICLE 3 - Dénomination sociale

La dénomination de la Société est : A.M.A

Nom commercial est « OQIUM »

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à responsabilité limitée » ou de

l'abréviation « SARL » de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 9 rue du Cygne 75001 Paris

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 (quatre-vingt-dix-neuf) ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2114, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social aura une durée plus longue pour se terminer le 31 décembre 2016.

A-H AM FM.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Apports

Apports en nature

Aux termes d'un acte d'apport ci-annexé, les associés soussignés font apport à la Société de 500 parts sociales évalué à la somme de trois cent mille euros,
ci : 300 euros.

- **Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR** apporte 166 parts évaluées à la somme de 99.600 € ;
- **Monsieur Hassine AZIB** apporte 167 parts évaluées à la somme de 100.200 € ;
- **Monsieur Farid M'BARKI** apporte 167 parts évaluées à la somme de 100.200 €.

L'évaluation des apports en nature ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport annexé aux présents statuts établis par la SARL LM AUDIT, prise en la personne de Monsieur Marc LEVY désigné à l'unanimité des futurs associés.

Total des apports formant le capital social : trois cent mille euros
ci : 300.000 euros.

Il est précisé qu'aucun apporteur n'est marié sous le régime de la communauté des biens. Ainsi, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil n'ont pas trouvé application.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **300.000 euros**.

Il est divisé en 500 (cinq cent) parts de 600 (six cent) euros chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- **Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR** 166 parts sociales de 1 à 166 ;
- **Monsieur Hassine AZIB** 167 parts sociales de 167 à 334 ;

FM. AM AH

- **Monsieur Farid M'BARKI** 167 parts sociales de 335 à 500.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : trois cent mille euros,

Ci : 300.000 euros

ARTICLE 9 - Modification du capital social

9.1 Augmentation du capital

9.1.1 Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

9.1.2 Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des Gérants.

A-M A7 TM

Les parts représentatives de toute augmentation de capital en numéraire devront être libérées entièrement de leur montant au jour ou l'augmentation du capital est devenue définitive.

9.1.3 Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

9.1.4 Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues sous l'article «Cessions de parts sociales», l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

9.1.5 Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues sous l'article «Cessions de parts sociales».

9.1.6 Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article « Cession et transmission des parts sociales » des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

9.2 Réduction du capital social

9.2.1 Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés.

9.2.2 En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

A-H AM Jm.

9.3 Perte ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social

9.3.1 Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

9.3.2 Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et, sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

9.3.3 A défaut par la gérance ou le Commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la Société.

Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 10 - Revendication par un conjoint commun en biens de la qualité d'associé

10.1 En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

10.2 A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

10.3 Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues sous l'article «Cessions de parts sociales» pour les cessions à des personnes étrangères à la Société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 11 - Application des dispositions concernant les associés liés par un PACS

11.1 En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

11.2 Le (La) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié(e) par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues par les cessions de parts.

ARTICLE 12 - Représentation des parts sociales - Obligations nominatives

12.1 Représentation des parts sociales

12.1.1 Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

A-H AM J.M.

Les droits d'un associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

12.1.2 La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

12.1.3 Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

12.2 Obligations nominatives

12.2.1 Si la Société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant procéder à une offre au public.

12.2.2 L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la Société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au Gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

12.2.3 Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R 223-7 et R 223-9 du Code de commerce, sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

12.2.4 Pour la défense de leurs intérêts, les obligataires sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - Cession - Transmission - Location des parts sociales

13.1 Cessions

13.1.1 Forme des cessions

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes de l'article 1690 du Code civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au Greffe du tribunal de commerce, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

13.1.2 Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant les deux tiers des parts sociales.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A-H Ag JH

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au premier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société, ou fixé par accord unanime des associés.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions du paragraphe précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

13.2 Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit d'un tiers.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

A-H AM FM.

13.2.2 Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant les deux tiers des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

13.2.3 Extinction d'un PACS soumis au régime de l'indivision

En cas de résiliation d'un PACS soumis au régime de l'indivision (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

13.3 Location des parts sociales

13.3.1 Les parts sociales peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L 239-2 du Code de commerce.

13.3.2 Le Locataire des parts doit être agréé dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales.

Le défaut d'agrément du Locataire interdit la location effective des parts.

13.3.3 Pour que la location soit opposable à la Société, le Contrat de location, conforme aux dispositions de l'article R 239-1 du Code de commerce, établi par acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou par acte authentique, doit lui être signifié par acte extra judiciaire ou accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également lui être signifiée, sous l'une ou l'autre de ces formes.

13.3.4 La délivrance des parts louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du locataire à côté de celui du Bailleur dans les statuts de la Société. Cette mention doit être supprimée des statuts dès que la fin de la location a été signifiée à la Société.

13.3.5 Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux parts sociales louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des parts sociales, le bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

13.3.6 A compter de la délivrance des parts sociales louées au locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées. Les parts sociales faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat. En outre, si la location est consentie par une personne morale, les parts sociales louées doivent également être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

13.3.7 Les parts sociales louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

ARTICLE 14 - Indivisibilité des parts sociales

14.1 Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

14.2 Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire

Handwritten signature: ALG M

désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

14.3 En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 15 - Droits des associés

15.1 Droits attribués aux parts

15.1.1 Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

15.1.2 Sauf disposition contraire de l'acte d'apport, les droits attachés aux parts d'industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

15.2 Transmission des droits

15.2.1 Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

15.2.2 Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

15.3 Nantissement des parts

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code civil, abrogé par l'ordonnance 2006-346 du 23 mars 2006 qui lui a substitué les articles 2346, 2347 et 2348 nouveaux, à moins que la

FM AM AH

Société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 16 - Décès ou incapacité d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

ARTICLE 17 - Exclusion d'un associé

17.1 Exclusion de plein droit

17.1.1 L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

17.1.2 L'exclusion de plein droit est constatée par le gérant, qui en informe sans délai l'intéressé et les autres associés.

17.1.3 Si le gérant est frappé d'exclusion de plein droit, celle-ci est constatée par la collectivité des associés, réunie à l'initiative de l'associé le plus diligent.

AM AM JM

17.2 Exclusion pour justes motifs

17.2.1 L'exclusion d'un associé peut également être prononcée pour juste motifs, et notamment en cas de :

- manquement grave aux obligations découlant des présents statuts,
- comportement de nature à porter préjudice à la Société et/ou à ses associés,
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale pour crime ou délit prononcée à l'encontre d'un associé ;

17.2.2 La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve d'une notification à l'associé concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour statuer sur son exclusion, de la mesure envisagée, des motifs de celle-ci et de la date retenue pour statuer sur l'exclusion afin de lui permettre de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de ses représentants.

17.2.3 L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité requise pour les décisions ordinaires ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses parts sociales sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

17.3 Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion pour justes motifs

17.3.1 La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

17.3.2 L'exclusion de plein droit et l'exclusion pour justes motifs entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des parts sociales de l'associé exclu.

17.3.3 La totalité des parts sociales de l'associé exclu doit être cédée aux acquéreurs désignés par la société lors du prononcé de la décision d'exclusion ou, à défaut, lui être remboursée

dans les trois mois de la décision d'exclusion. En cas de cession, il n'est pas fait application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

17.3.4 En cas de cession comme en cas de remboursement, le prix de rachat des parts sociales de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - Comptes Courants d'associés

18.1 La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

18.2 Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et La Gérance.

A-H AM J M

TITRE III - GERANCE

ARTICLE 19 - Désignation de la gérance

19.1 La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non associés, personnes physiques, avec ou sans limitation de durée de leur mandat, désignés par les associés.

19.2 Les premiers Gérants de la Société sont Monsieur Mounir ABOU-GHANDOUR, demeurant 29 rue Leopold Bellan à Paris (75002), , Monsieur Hassine AZIB, demeurant 9 rue cygne à Paris (75001), Monsieur Farid M'BARKI, demeurant 2 rue de sully à Paris 75004, nommés pour une durée indéterminée, présents et intervenant, qui déclarent accepter cette fonction et qu'il n'existe de leur chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

19.3 En cours de vie sociale, la nomination des Gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 20 - Pouvoirs de la Gérance

20.1 Gestion des biens et affaires de la Société

20.1.1 Le ou les Gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

20.1.2 Le ou les Gérants sont expressément habilités à mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

20.1.3 La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

20.1.4 En cas de pluralité de Gérants, dans les rapports avec les tiers, chacun des Gérants peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il

F.M

A17

AH

était Gérant unique.

En cas de pluralité de Gérants, chaque co-gérant dispose du droit de s'opposer à toute opération non encore conclue.

L'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses co-gérants est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

La conclusion des opérations s'apprécie différemment selon le type d'opérations visées.

En matière contractuelle, l'opposition doit intervenir avant l'échange des consentements.

Pour les actions en justice engagées par la Société, la date limite de validité de l'opposition correspond à la date de dépôt de la requête au greffe du Tribunal compétent.

L'opposition du co-gérant peut être faite sous une forme quelconque pourvu qu'elle soit nettement affirmée.

20.1.5 Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la Société - Le Gérant », suivis de la signature du Gérant.

20.2 Représentation de la Société

20.2.1 Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

20.2.2 Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout emprunt autre que les découverts en banque, les facilités de caisse et les emprunts contractés dans le cours normal des affaires, tout achat d'immeubles, toute prise à bail de biens immobiliers, , toute prise en location-gérance d'un fonds de commerce, tout octroi de caution par la société au profit d'un tiers, tout acquisition ou cession de participation dans toute société ou entité , ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il

s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

ARTICLE 21 - Durée des fonctions de la gérance

21.1 Durée

La durée des fonctions du ou des Gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

21.2 Cessation des fonctions

21.2.1 Le ou les Gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

21.2.2 Les fonctions du ou des Gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

21.2.3 La cessation des fonctions du ou des Gérants n'entraîne pas dissolution de la Société. En cas de cessation des fonctions du Gérant, pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés est habilitée à modifier les statuts en vue de supprimer le nom du Gérant, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

21.3 Nomination d'un nouveau Gérant

21.3.1 La collectivité des associés procède au remplacement du ou des Gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

fm AM AH

21.3.2 En cas de décès du Gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la Société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le Gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours.

ARTICLE 22 - Rémunération de la gérance

22.1 Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

22.2 Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 23 - Conventions entre la Société et la gérance ou un associé

23.1 Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés.

23.2 L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

23.3 S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un Gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

23.4 Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

23.5 Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général,

A-M AM f M

membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales (article L 223-20 du Code de commerce).

23.6 A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 24 - Responsabilité de la gérance

24.1 Le ou les Gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

24.2 Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L 223-22 du Code de commerce.

24.3 En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du Code de commerce.

TITRE VI - COMITE DE DIRECTION STRATEGIQUE

ARTICLE 25 – Membres du Comité

25.1 Le Gérant peut décider de réunir un Comité de Direction Stratégique.

25.2 Il est composé du Gérant en fonction et de deux associés nommés librement par le Gérant avant chaque comité de direction.

25.3 Les membres personnes morales du Comité de Direction Stratégique sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées.

ARTICLE 26 – Réunions du Comité de Direction Stratégique

26.1 Le Comité de Direction Stratégique est présidé par le Gérant de la Société.

26.2 Le Comité se réunit une fois par semestre ou une fois par an sur convocation du Gérant.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 10 jours à l'avance, sauf si tous les membres du Comité renoncent à ce délai. Elle indique l'ordre du jour.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Elles sont présidées par le Président ou en son absence par tout autre membre du Comité désigné par celui-ci.

26.3 Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Chaque membre du Comité peut se faire représenter par tout mandataire de son choix.

26.4 Les décisions prises par le Comité doivent être constatées par écrit dans un rapport. Ce rapport est signé par le Président du Comité puis transmis aux filiales.

A-M Ach
Fm

ARTICLE 27 – Pouvoirs et missions du Comité de Direction Stratégique

27.1 Le Comité de Direction Stratégique définit seul et exclusivement la politique d'ensemble du Groupe et élabore un plan de développement stratégique pour les filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre de cette politique générale.

A cet effet, le Comité établit « une Convention d'animation », imposant aux organes dirigeants des filiales de respecter la politique générale du Groupe ainsi élaborée.

Cette Convention définit la politique générale et prévoit, le cas échéant, les prestations de services réalisées par la Société. Elle est transmise aux filiales et signée par leurs organes dirigeants.

Ces dernières adressent, chaque semestre, ou le cas échéant chaque année, au Comité de Direction Stratégique des comptes rendus sur l'application de la politique générale.

En outre, les organes dirigeants des filiales doivent réunir et consulter le Comité de Direction Stratégique avant de prendre toute décision de gestion non courante, comme :

- la mise en œuvre de partenariats commerciaux ou technologiques significatifs,
- les programmes d'investissement et de désinvestissement,
- la mise en place de financements, l'octroi de caution et de garantie à des tiers.

27.2 Par ailleurs, le Comité aura pour mission le contrôle et le suivi de l'exploitation des filiales.

27.3 Le Président du Comité présentera également lors des réunions :

- la présentation des budgets annuels et leur suivi,
- la situation des charges d'exploitation,
- la situation de trésorerie et les perspectives,

- l'ensemble des évènements ayant marqué le fonctionnement des filiales au cours de la période ainsi que leur plan de marche.

TITRE V - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 28 - Modalités

28.1 Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

28.2 Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 'Assemblées générales' des présents statuts.

28.3 Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

28.4 Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

28.5 Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

A-H A07
FM

Même dans le cadre de décisions relatives à la nomination ou à la révocation du Gérant, celles-ci doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

28.6 Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales.

A défaut d'avoir atteint ce quorum, une deuxième assemblée doit être convoquée dans les deux mois de la première assemblée, le quorum requis est alors le cinquième des parts sociales.

28.7 Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

28.8 L'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article « Cession et transmission des parts sociales » des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant les deux tiers des parts sociales.

28.9 Toutefois, la modification statutaire résultant de la suppression du nom du Gérant en cas de cessation des fonctions de celui-ci, pour quelque cause que ce soit, est valablement décidée par la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

28.10 Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

28.11 La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 29 - Assemblées générales

29.1 Convocation

29.1.1 Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

29.1.2 La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins la moitié des parts sociales, ou par 10 % des associés détenant au moins 10% des parts sociales.

29.1.3 Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

29.1.4 Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre simple ou envoyée par voie électronique comportant l'ordre du jour. Dans le cas du décès du Gérant unique, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours.

29.1.5 Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article « Information des associés » des présents statuts.

29.1.6 L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

29.1.7 Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

AH AM FM

29.2 Ordre du jour

29.2.1 L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

29.2.2 Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

29.3 Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

29.4 Représentation

26.4.1 Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

29.4.2 Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

29.4.3 Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

29.4.4 Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

29.4.5 Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

29.5 Réunion - Présidence de l'assemblée

29.5.1 L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

29.5.2 L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des Gérants s'ils sont associés.

29.5.3 Si aucun des Gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé. En cas de décès du Gérant unique, l'assemblée appelée à statuer sur son remplacement, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts, est présidée dans les mêmes conditions que si aucun Gérant n'était associé.

ARTICLE 30 - Consultation écrite

30.1 A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

30.2 Les associés doivent, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

30.3 Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par 'OUI' ou par 'NON'. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

AM AM JM

ARTICLE 31 - Procès-verbaux

31.1 Procès-verbal d'assemblée générale

31.1.1 Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de Séance.

31.1.2 Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de Séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

31.2 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

31.3 Registre des procès-verbaux

31.3.1 Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

31.3.2 Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

31.4 Copies ou extraits des procès-verbaux

31.4.1 Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

31.4.2 Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

ARTICLE 32 - Information des associés

32.1 Le ou les Gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux comptes.

32.2 A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les Gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

32.3 Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

32.4 En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

32.5 Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

A-H AM JN

32.6 Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le Comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

32.7 Tout associé non Gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux comptes.

TITRE VI - CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 33 - Commissaires aux comptes

33.1 La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

33.2 En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

33.3 Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VII - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 34 - Comptes sociaux

34.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

34.2 A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

34.3 Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 35 - Affectation et répartition des résultats

35.1 Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

35.2 Il est fait sur ce bénéfice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital social.

35.3 Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital social.

35.4 Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

A-M AM FM

35.5 Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

35.6 L'assemblée générale a la faculté de constituer tous postes de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'emploi, s'il y a lieu.

35.7 Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

35.8 Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 36 - Dissolution

36.1 Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à effet de décider si la Société doit être prorogée ou non.

36.2 Dissolution anticipée

36.2.1 La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

36.2.2 L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L 223-2 et L 223-42 du Code de commerce.

36.2.3 Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la Société doit, dans l'année, être transformée en une Société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 37 - Liquidation

37.1 La Société entre en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots «Société en liquidation». La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à clôture de celle-ci. Le ou les Liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

37.2 La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

37.3 Le ou les Liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

37.4 Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

37.5 Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, mais seulement lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Lorsque l'associé est une personne physique, la réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société ; celle-ci continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

AM MM JFM

ARTICLE 38 - Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 39 - Personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

39.1 Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

39.2 Le ou les Gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

39.3 En outre, pour faire publier la constitution de la présente Société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

ARTICLE 40 - Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

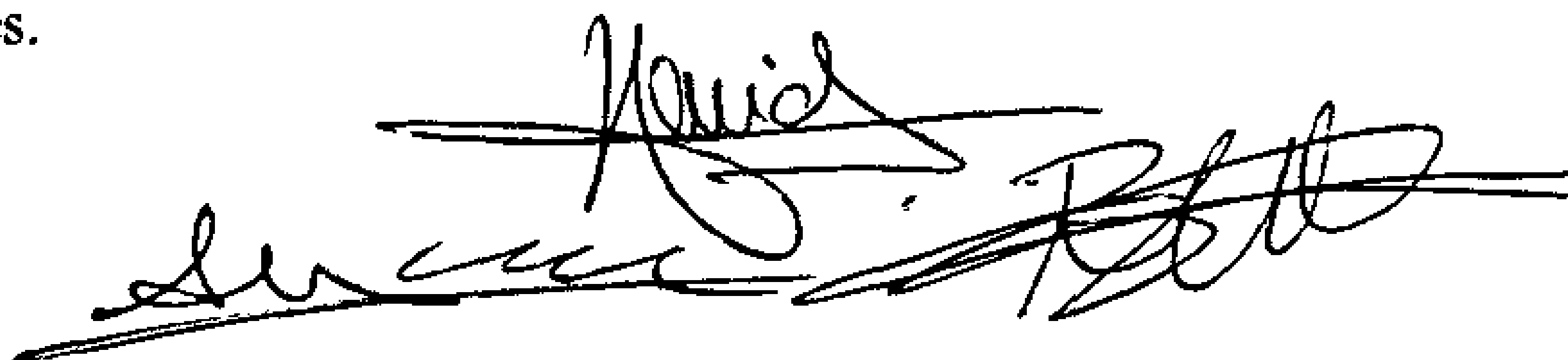
Un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte et annexé aux présents statuts pour la Société, a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

ARTICLE 41 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des «Frais d'établissement» et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à Paris,

Le 21 septembre 2015



En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

ANNEXE 1 - ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

ANNEXE 2 - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

ANNEXE 3 - CONTRAT D'APPORT

Annexe 1

- frais et honoraires de constitutions
- signature de conventions

